

Big Brother, le sérail et la démocratie



Par Ammar Belhimer

Ce n'est pas encore la chute du "Mur de Berlin", mais cela y ressemble. Associé à la "mission Sbih", le propos, au demeurant inédit et courageux, de M. Ali Tounsi à l'endroit du mode d'habilitation des cadres supérieurs constitue, du moins dans l'énoncé, une rupture avec des pratiques séculaires qui, dans le contexte de l'Etat toujours gestionnaire, n'épargnent encore ni la haute fonction publique ni les staffs dirigeants des entreprises publiques. Nous croyons y déceler au pire de la naïveté, certainement de la bonne foi. Il a été lui-même victime de règlements de comptes qui, de "dégradation en dégradation", l'ont poussé à refuser une retraite dorée pour une mutation dans le Grand Sud.

Le modeste serviteur des lecteurs du *Soir* qui signe ses chroniques tous les mardis a été, un jour de l'été 1983, contraint de quitter le seul quotidien où il pouvait exercer son métier parce qu'un grand patron de l'armée, du plus haut niveau, n'avait pas apprécié son compte rendu, ses "minutes" d'un procès de justice, pourtant public. Lui aussi avait été victime des règlements de comptes du sérail. Il garde aujourd'hui, précieusement encadré dans sa salle d'attente, la "une" du quotidien lancé dix ans plus tard par "son prévenu". Elle indiquait, à l'endroit de l'ancien inquisiteur, poursuivi devant le tribunal militaire : "le dossier de x est vide".

Il n'est donc pas étonnant que le patron de la police

nationale répugne à croiser encore des libelles, des corbeaux, des mouchards et des délateurs.

Pour éviter les pertes de mémoire, il convient de rappeler que tous les hommes du sérail en ont fait les frais, les uns contre les autres, et que tous en ont souffert : Bouteffika (via feu Zitouni et sa Cour des comptes), Chadli (via les janviéristes), Boudiaf (via la mafia politico-financière) Zeroual (via une campagne médiatique féroce contre ses proches collaborateurs) et d'autres.

Aucun responsable algérien n'a échappé à un moment ou un autre de sa carrière à une persécution, un "règlement de comptes" ou une "chasse aux sorcières". Même Joseph Fouché, l'inamovible ministre de la Police de la Révolution française (oui, il faut respecter toutes les Révolutions), réputé impitoyable dans sa répression, considérait, lui aussi, que "prendre pour base de votre opinion des dénonciations vagues provoquées par des passions viles (...) serait favoriser un arbitraire qui répugne autant (au) cœur qu'à l'équité".

Au-delà de la fonction, ce sont les mécanismes et le terreau politique qu'il importe de défricher et de démanteler.

Boumediene avait réussi la prouesse de compenser le vide managérial par un subtil compromis entre "cadres techniques et cadres politiques" qui contentait à la fois les détenteurs du savoir, porteurs de diplômes, et ceux de la légitimité révolutionnaire, porteurs d'un besoin de res-

tauration de certaines identités perdues.

Chadli troquait la paix sociale contre la rente jusqu'à ce que la brusque dépréciation des cours du brut vienne rétrécir le cercle des prétendants au partage du gâteau. Ce fut alors l'article 120.

Depuis, le renouvellement des sphères de gestion et de direction de la chose publique obéit aux mêmes mécanismes de cooptation oligarchique, rentière, discrétionnaire et bureaucratique. Comment ? Me Ali Yahia Abdenour livre une première explication de fond : "Le pouvoir laisse à la police le soin de répondre de façon sommaire et toujours brutale à la question politique posée par les partis, les associations, les syndicats, les manifestants. Le régime politique se maintient par l'encadrement policier de la population, la délation rémunérée qui crée un climat malsain en suscitant des vocations de dénonciation et la répression des contestations".

D'autres l'ont dit avant nous, on se surprend aujourd'hui à se demander si l'indépendance n'a pas assis un ou des pouvoirs en lieu et place d'un Etat. Une telle piste a le mérite d'expliquer l'absence de méritocratie. En effet, pour que la notion de mérite conserve un sens, il faudrait que nul ne puisse construire sur le seul héritage de la fortune de ses parents ou que toutes les choses soient égales aux niveaux les plus évidents de l'éducation des enfants ou de l'accès aux charges publiques.

Trêve d'idéalisme : cette égalité suppose une redistribution constante des richesses qui permette de réduire significativement et en permanence les inégalités réelles. En réalité, le méritocratie affichée et la théorie de l'égalité des chances qu'on lui associe — elle est essentiellement engendrée par le populisme et demeure alors fortement virtuelle — ne relèvent, dans les faits, que du pouvoir qu'exercent sans partage la "main invisible" et les "gorges profondes" dans la répartition de la rente.

Historiquement, ce qui a décidé la haute bourgeoisie et la noblesse, longtemps anti-intellectualistes, à inscrire leurs progénitures dans des établissements d'enseignement supérieur, c'est essentiellement l'esprit égalitariste des années 30 puis de l'après-guerre. Une conjonction qui a contraint la bourgeoisie à asséoir sa domination sur la sanction sociale de la compétence, du diplôme. Elle sacrifiait ainsi aux vertus de la méritocratie.

En Algérie, l'école sert de moins en moins à l'élévation générale des qualifications, à l'augmentation de la productivité globale du pays ou à la réduction des inégalités. La scolarité locale s'apparente à des campagnes d'alphabetisation relative. Le constat est sévère, mais nous tenons à le dire.

L'allongement des scolarités, faute de débouchés professionnels, et la "massification" de l'enseignement supérieur ont hissé à des degrés supérieurs les inégalités d'accès au savoir dévolues aux seules institutions étrangères désormais résér-

vées aux enfants de la nomenklatura dans la perspective d'une reproduction sélective des "élites" suivant des logiques de type familial et patrimonial.

La société capitaliste de type familial, "à l'italienne" ou féodale, qui se profile à l'horizon comprend les héritiers, qui se contentent de bien naître (ou de bien se marier), les entrepreneurs et les dirigeants détenteurs d'atout-Etat.

Les grands noms de ce capitalisme tiennent cependant à un "Bottin Mondain" de quelques pages. Ils parviennent à monter des fortunes et, incidemment, à asséoir des pouvoirs plus ou moins larges non pas tant du fait de leur esprit d'entreprise que de leur aptitude à pénétrer et à profiter d'un système pervers de relations et de copinage aux multiples facettes. L'argent de l'Etat, acquis sous forme de subventions, de cadeaux fiscaux, de marchés publics ou d'appuis politiques reste leur seule source d'accumulation.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
lefumeurdelethe@hotmail.com



DODO !

"Santé ! L'épidémie de grippe n'a toujours pas désigné son président d'honneur."

Scandaleux !

Des lectrices et des lecteurs m'ont écrit, effrayés par la chronique d'hier. En gros, ils se demandent si mon propos n'était pas d'appeler purement et simplement à se coucher, à fermer les yeux, à faire comme si de rien n'était. Je tiens à les rassurer. Je n'ai jamais appelé à se coucher. D'abord, parce que les seules clés de chambre à coucher dont je dispose sont les miennes.

Que je n'ai pas de passe universel pouvant ouvrir les chambres à coucher des âmes dont le sommeil est torturé par la tournure prise par les événements. Je ne dirige pas non plus une secte dont la philosophie serait de combattre le mal par une petite sieste ou une bonne grosse nuit de sommeil. J'estime qu'il y a encore suffisamment de démocratie dans ce pays pour que chacun de nous, sans parrain ou mentor, décide de l'heure à laquelle il doit ou peut se coucher. Et à ce niveau-là des connaissances, il existe plusieurs théories que je ne cite ici que pour l'illustration, à titre indicatif. Il y a ceux qui préconisent une journée

pleine et entière d'activités tant intellectuelles que physiques. Cette méthode permet ensuite le soir à l'individu de sombrer littéralement dans un sommeil profond et réparateur. Face aux tenants de cette école, il y a ceux qui préconisent plutôt un fractionnement des plages de sommeil. Plus connue sous l'appellation Madheb El Gayla, cette théorie conseille d'observer une sieste n'excédant pas 1 heure 30 minutes de temps tout de suite après le repas de midi. Cette technique permet selon ses défenseurs de se réveiller en début d'après-midi avec une pêche d'enfer. Il y a enfin les tenants du sommeil diurne.

Leur recette est simple, faire la "teuf", la fiesta, la fête, la bamboula toute la nuit, ensuite passer la journée sous la couette. Voilà donc les philosophies les plus en vogue en ce moment en matière de "couchez-vous".

Pour ne pas influencer votre choix, je ne vous dirai pas laquelle j'ai adoptée ou celle que je préconise. Chacun de vous se couche quand il veut, où il veut et, même, avec qui il veut. Le seul conseil que je puis me permettre, c'est de fumer du thé pour rester éveillé, car le cauchemar continue.

H. L.